

RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2006 B 09788
Numéro SIREN : 490 096 591
Nom ou dénomination : IMERYS CERAMICS FRANCE

Ce dépôt a été enregistré le 22/07/2021 sous le numéro de dépôt 68434



Imerys Ceramics France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Imerys Ceramics France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Imerys Ceramics France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Imerys Ceramics France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Sébastien Huet

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	499 918	450 813	49 104	24 432
Concessions, brevets et droits similaires	250 437	250 437		
Fonds commercial	1 460 202	701 265	758 937	758 937
Autres immobilisations incorporelles	2 408 776	1 557 778	850 997	863 619
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	11 462 052	5 926 342	5 535 710	4 561 390
Constructions	18 923 708	16 985 075	1 938 633	2 035 906
Installations techniques, matériel, outillage	55 075 485	45 467 041	9 608 444	6 361 465
Autres immobilisations corporelles	5 341 376	9 942 471	-4 601 096	417 040
Immobilisations en cours	8 819 488		8 819 488	8 536 403
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	34 443 189	9 653 535	24 789 654	25 934 119
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 551	1 524	27	27
Prêts				
Autres immobilisations financières	70 524		70 524	73 524
ACTIF IMMOBILISE	138 756 705	90 936 283	47 820 422	49 566 861
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	6 527 607	19 323	6 508 284	8 107 204
En-cours de production de biens	1 240 987	15 661	1 225 327	883 396
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	4 751 488	4 487	4 747 001	6 501 338
Marchandises	231 237		231 237	197 096
Avances et acomptes versés sur commandes	7 351		7 351	7 351
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	17 457 330	462 713	16 994 617	16 563 686
Autres créances	7 541 262		7 541 262	11 246 399
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	59 715		59 715	39 715
Disponibilités	660 771		660 771	447 422
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	78 216		78 216	97 087
ACTIF CIRCULANT	38 555 966	502 184	38 053 782	44 090 694
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	6 722		6 722	1 493
TOTAL GENERAL	177 319 393	91 438 467	85 880 926	93 659 048

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 24 391 012)	24 391 012	24 391 012
Primes d'émission, de fusion, d'apport	19 397 205	19 397 205
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 439 101	2 439 101
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	8 133 685	8 133 685
Report à nouveau	-2 440 257	111 658
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 651 969	-2 551 915
Subventions d'investissement	76 763	
Provisions réglementées	2 031 621	1 911 410
CAPITAUX PROPRES	48 377 161	53 832 155
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	32 804	11 493
Provisions pour charges	17 143 743	20 042 506
PROVISIONS	17 176 547	20 053 999
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	141 531	163 511
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 771 433	11 571 771
Dettes fiscales et sociales	5 072 814	6 046 904
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 968 707	1 753 995
Autres dettes	372 734	226 179
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	20 327 218	19 762 360
Ecarts de conversion passif		10 534
TOTAL GENERAL	85 880 926	93 659 048

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	3 058 957	1 172 926	4 231 883	4 066 317
Production vendue de biens	24 490 089	38 162 206	62 652 295	72 295 023
Production vendue de services	3 499 649	1 298 952	4 798 600	12 193 240
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	31 048 695	40 634 084	71 682 778	88 554 580
Production stockée			4 057 858	6 421 281
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				11 400
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 603 287	3 924 595
Autres produits			87 785	119 152
PRODUITS D'EXPLOITATION			77 431 709	99 031 008
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 053 471	2 206 168
Variation de stock (marchandises)			-24 004	29 261
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			4 532 932	4 889 803
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 591 953	1 285 602
Autres achats et charges externes			52 125 776	61 141 564
Impôts, taxes et versements assimilés			1 757 947	1 848 062
Salaires et traitements			13 651 595	15 103 840
Charges sociales			5 229 775	6 042 448
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 670 468	3 284 031
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			30 365	87 321
Dotations aux provisions			858 941	1 290 930
Autres charges			843 687	2 049 091
CHARGES D'EXPLOITATION			85 322 907	99 258 121
RESULTAT D'EXPLOITATION			-7 891 198	-227 112
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			5 668	63 194
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 493	66 827
Différences positives de change				4 852
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			7 161	134 873
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			6 722	436 493
Intérêts et charges assimilées			6 956	14 804
Différences négatives de change			66	6 320
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			13 745	457 616
RESULTAT FINANCIER			-6 584	-322 743
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-7 897 782	-549 856

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 031 260	130 380
Produits exceptionnels sur opérations en capital	425 919	658 921
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 409 807	2 774 400
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 866 986	3 563 701
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	85 343	178 245
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	262 925	237 977
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	2 800 987	6 196 695
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 149 255	6 612 916
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 717 731	-3 049 216
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-528 082	-1 047 157
TOTAL DES PRODUITS	82 305 856	102 729 582
TOTAL DES CHARGES	87 957 825	105 281 496
BENEFICE OU PERTE	-5 651 969	-2 551 915

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2016-07 relatif au plan comptable général, établi par l'autorité des normes comptables le 4 novembre 2016 et homologué par arrêté ministériel du 26 décembre (JO du 28 décembre 2016).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les fonds de commerce ont été évalués par le commissaire aux apports lors d'une expertise indépendante lors des fusions de Denain-Anzin Minéraux avec les sociétés SFM, SDFM, SMKDM, Etablissements Baux, le 1/1/1997 et des sociétés Ceratera et Denain Anzin Minéraux le 28/02/2007.

Les frais de développement comprennent des frais de sondage, de foration et de prospection et notamment les frais engagés par le Ceramic Centre.

Dans le cadre de ses activités ordinaires, ICF utilise des immobilisations corporelles dont l'amortissement représente la consommation. La Direction estime que pour la plupart de ces actifs, la meilleure estimation de cette consommation est traduite par le mode linéaire sur les durées d'utilité suivante :

Frais de développement : 5 ans

Concessions, brevets, licences et marques 2 ans

Logiciels : 3 ans.

Terrains servant à l'exploitation de carrières : 20 à 30 ans.

Constructions lourdes : 20 à 33 ans.

Agencements et aménagement des constructions : 5 à 10 ans.

Installations techniques, matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans.

Matériel de chantier : 5 à 7 ans.

Véhicules de transport : 5 ans.

Matériel de bureau : 3 à 10 ans.

Les immobilisations prises en Crédit-Bail sont mentionnées dans les tableaux de l'annexe, avec leurs engagements globaux, et les loyers restant à courir.

Les actifs de démantèlement sont amortis de la même manière que l'actif principal sous-jacent qui fera l'objet de ce démantèlement.

Application au 1er janvier 2015 du règlement n°2014-05 du 2 Octobre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la comptabilisation des terrains de carrières et des redevances de fortage

La nature comptable des terrains de carrière a été réexaminé au regard de l'analyse de la destination des éléments acquis par l'exploitant de carrières à la date d'acquisition du terrain.

Il ressort de cette analyse que les terrains de carrières se composent de deux éléments distincts :

- Les matériaux à extraire (gisement), qui répondent à la définition d'un stock de la catégorie « Matières Premières (et fournitures) »
- Le terrain de carrières résiduel (tréfonds), qui répond à la définition d'une immobilisation corporelle de la catégorie « Terrains de carrières (Tréfonds) »

Ainsi, les terrains de carrière initialement comptabilisés en immobilisations corporelles doivent être ventilés entre gisements et tréfonds.

La méthodologie appliquée pour identifier ces deux éléments est présentée dans le tableau suivant :

Type de terrain	Non minéralisé	Minéralisé				
	Industriel ou commercial	Exploitation en cours (dès découverte)	Exploitation finie (usage final industriel ou commercial)	Exploitation non commencée (réserve / ressources foncière)	Exploitation finie (usage final non industriel ou commercial)	Ne sera jamais exploité
Ventilation	Immobilisation corporelle	A ventiler entre tréfonds (immobilisations) et gisement (stock) sur base de la valeur brute			Immobilisation corporelle	
Qualification	Terrain	Tréfonds		Terrain		

Par ailleurs, les actifs de découverte qui étaient enregistrés en immobilisations corporelles sont analysés comme des coûts encourus pour mettre à découvert le gisement et accéder aux matériaux à extraire. Ils sont donc considérés comme un élément du coût de production des matériaux extraits à enregistrer en « En cours de production de biens ».

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le mali technique lié à la fusion-absorption de ICF sur Pornon, ayant généré en 2007 un mali technique de 1 296 k€, a été affecté à hauteur des plus-values latentes en stocks dans un sous compte du poste de gisement à compter du 1er janvier 2016, en application du règlement numéro 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'autorité des normes comptables (ANC).

La consommation du Mali technique est faite de la même manière que l'actif principal sous-jacent qui est basé sur l'extraction réelle chaque année. L'incidence sur l'exercice 2020 s'élève à 216K€

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est durablement inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est alors constituée.

STOCKS

Les stocks de marchandises, matières premières et de consommables sont évalués selon la méthode du premier entré premier sorti.

Les stocks de produits finis et en cours de production sont évalués au coût de production. Ce dernier comprend les consommations et les charges directes ou indirectes de production ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. Les charges financières sont toujours exclues de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation peut être constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les stocks liés à l'activité minière sont évalués à leur prix d'acquisition (Réserves) ou à leur coût de production (Découverte). Leurs consommations sont basées sur l'extraction réelle chaque année.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent outre les provisions entrant normalement dans ces catégories, la provision pour reconstitution des sites d'exploitation tant au titre des dégradations progressives que le cas échéant des dégradations immédiates, les provisions pour démantèlement et les provisions pour environnement. Les provisions pour démantèlement comprennent les coûts d'enlèvement de béton et le désamiantage des sites. Les démantèlements devront être réalisés au plus tard à la fin d'exploitation des sites.

Les provisions pour environnement sont composées principalement de coûts de dépollution des sols, de mise en conformité des bassins et digues et d'évacuation de l'amiante.

Les engagements de retraite figurent dans les provisions pour risques et charges ainsi que ceux liés aux médailles du travail.

OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la date de clôture de l'exercice. La différence résultant de la revalorisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours, est portée en « Ecarts de conversion »

CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

III - Evénements significatifs de l'exercice

- La dissolution anticipée et la transmission universelle de patrimoine de la SCEA Sainte-Colombe au profit de la Société a été réalisée au 3 janvier 2020.
- La dissolution anticipée et la transmission universelle de patrimoine de la SA des Kaolins de Nozay a également été réalisée au 3 janvier 2020.
- Un contrôle fiscal sur les années 2017 et 2018 a débuté en 2020.
- M. François QUENTIN a été nommé Président de la Société en remplacement de M. Thomas GERMAIN le 28 janvier 2020.

Restructuration

- Le solde de la provision pour restructuration suite à l'arrêt de l'activité de l'activité du site des Feldspaths du Morvan s'élève à 188 K€ au 31.12.2020 .Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice.
- Le solde de la provision pour restructuration suite à l'arrêt de l'activité de Imerys Technology Center à Limoges s'élève à 1274 K€ au 31.12.2020. Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice.
- Le solde de la provision pour restructuration lié à la réorganisation engagée au sein du Groupe s'élève à 2 452 K€. au 31.12.2020. Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice.
-
- Un nouveau plan de restructuration a été approuvé en 2020 et concerne le Quartz pour un montant de 396 K€. Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice. Au 31 Décembre 2020 le solde la provision s'élève à 124K€

Contrôle fiscal

La société Imerys Ceramics France a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2017 et 2018, au terme duquel l'administration a émis le 19 mai deux documents à l'intention de la société :

1. une proposition de rectification qui remet notamment en cause la déductibilité de la provision pour remise en état et pour démantèlement ainsi que l'absence de facturation de coûts partagés à certaines sociétés de la division Ceramics, pour un montant total d'environ 15 millions d'euros en base ; et
2. un courrier d'information préalable à la mise en recouvrement d'impositions locales supplémentaires mentionnant un rehaussement des bases imposables aux taxes foncières et à la CFE.

La société va présenter ses observations pour contester fermement les rectifications proposées avant le 26 juillet 2021 (délai initial de 30 jours prorogé).

Aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre dans les comptes 31 décembre 2020.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il est précisé que depuis le début de la pandémie de Covid-19, le Groupe Imerys auquel appartient la Société a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de ses collaborateurs, ainsi que celle de toutes ses parties prenantes, mais également pour limiter les effets négatifs de la pandémie sur son activité.

Le Groupe a mis en place une cellule de crise pour gérer l'urgence de la situation, ainsi qu'un processus strict de suivi sous la supervision du Comité Exécutif.

Les mesures de confinement ordonnées par les autorités gouvernementales, le recul de la demande et/ou certaines difficultés d'approvisionnement et de logistique ont entraîné des perturbations dans les activités commerciales et industrielles du Groupe en général et de la Société en particulier.

L'expansion de l'épidémie a eu pour conséquence un recul de la demande sur tous les marchés industriels, dont certains étaient déjà faibles en début d'année.

Cette crise sanitaire ne remet cependant pas en cause la continuité d'exploitation de la Société qui a déposé une demande de recours à l'activité partielle touchant l'ensemble du personnel.

Un suivi régulier de la situation économique et les modalités d'adaptation de l'organisation en cas d'évolution de l'activité de l'entreprise ont été mis en place

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	491 115		38 293
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 069 264		85 379
Terrains	10 344 150		1 261 868
Dont composants			
Constructions sur sol propre	14 101 966		349 690
Constructions sur sol d'autrui	631 744		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	4 556 277		48 672
Install. techniques, matériel et outillage ind.	54 738 507		1 645 408
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	4 409 673		48 315
Matériel de bureau, informatique, mobilier	963 233		29 042
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	8 536 403		283 085
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 281 953		3 666 080
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	35 801 270		405
Autres titres immobilisés	1 551		
Prêts et autres immobilisations financières	73 524		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 876 346		405
TOTAL GENERAL	138 718 677		3 790 156

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		29 490	499 918	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		35 228	4 119 414	
Terrains		143 965	11 462 052	
Constructions sur sol propre		621 647	13 830 009	
Constructions sur sol d'autrui			631 744	
Constructions, installations générales, agenc.		142 995	4 461 955	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 308 429	55 075 485	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport		29 270	4 428 718	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		79 617	912 657	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			8 819 488	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 325 924	99 622 108	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 358 486	34 443 189	
Autres titres immobilisés			1 551	
Prêts et autres immobilisations financières		3 000	70 524	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 361 486	34 515 264	
TOTAL GENERAL		3 752 129	138 756 705	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	466 684	13 620	29 490	450 813
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 675 582	97 031	32 369	1 740 244
Terrains	5 150 972	246 107	21 820	5 375 259
Constructions sur sol propre	12 458 270	334 456	626 558	12 166 168
Constructions sur sol d'autrui	542 674	20 306		562 980
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 065 347	97 640	142 995	4 019 992
Installations techniques, matériel et outillage industriels	47 683 235	1 905 121	1 132 559	48 455 797
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	4 094 239	124 199	29 270	4 189 168
Matériel de bureau et informatique, mobilier	843 711	64 833	64 166	844 378
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	74 838 447	2 792 663	2 017 368	75 613 741
TOTAL GENERAL	76 980 712	2 903 314	2 079 228	77 804 798

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL		3 208					3 208
AUT. INC.		5 241			6 990		-1 749
Terrains		72 882			12 959		59 924
Construct.							
- sol propre		42 772			15 759		27 013
- sol autrui		855			1 259		-404
- installations							
Install. Tech.	927	162 159		57 675	164 301		-58 890
Install. Gén.		142 763			50 710		92 053
Mat. Transp.		9 692			4 573		5 119
Mat bureau		4 705			10 767		-6 062
Embal récup.							
CORPOREL.	927	435 828		57 675	260 327		118 752
Acquis. titre							
TOTAL	927	444 277		57 675	267 317		120 211

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 911 410	445 204	324 992	2 031 621
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 911 410	445 204	324 992	2 031 621
Provisions pour litiges	10 000	16 082		26 082
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	1 493	6 722	1 493	6 722
Provisions pour pensions, obligations similaires	3 774 075	423 869	411 940	3 786 005
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16 268 430	1 049 766	3 960 458	13 357 738
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	20 053 999	1 496 439	4 373 891	17 176 547
Dépréciations immobilisations incorporelles	771 126		1 890	769 236
Dépréciations immobilisations corporelles	1 531 303	1 443 671	267 785	2 707 189
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	9 867 151		213 616	9 653 535
Dépréciations autres immobilis. financières	1 524			1 524
Dépréciations stocks et en cours	66 548		27 078	39 471
Dépréciations comptes clients	434 499	29 944	1 730	462 713
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	12 672 153	1 473 616	512 099	13 633 669
TOTAL GENERAL	34 637 561	3 415 259	5 210 983	32 841 837
Dotations et reprises d'exploitation		889 306	1 589 975	
Dotations et reprises financières		6 722	1 493	
Dotations et reprises exceptionnelles		2 519 651	3 409 807	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Variation détaillée des stocks et des en-cours

Rubriques	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	231 237	197 096	34 141	
Approvisionnements				
Matières premières	6 527 607	8 134 319		1 606 712
Autres approvisionnements				
TOTAL I	6 758 844	8 331 415		1 572 571
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis	4 751 488	6 519 967		1 768 479
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II	4 751 488	6 519 967		1 768 479
Production en cours				
Produits	1 240 987	904 200	336 787	
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III	1 240 987	904 200	336 787	
PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE DE PRODUCTION) II + III				1 431 692

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	70 524		70 524
Clients douteux ou litigieux	509 987	509 987	
Autres créances clients	16 947 343	16 947 343	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	64 262	64 262	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 777	1 777	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 868 156	3 868 156	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	164 257	164 257	
Etat, autres collectivités : créances diverses	53	53	
Groupe et associés	3 389 956	3 389 956	
Débiteurs divers	52 802	52 802	
Charges constatées d'avance	78 216	78 216	
TOTAL GENERAL	25 147 333	25 076 809	70 524
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 771 433	12 771 433		
Personnel et comptes rattachés	3 529 704	3 529 704		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	562 869	562 869		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 777	1 777		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	978 465	978 465		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 968 707	1 968 707		
Groupe et associés	263 439	263 439		
Autres dettes	109 294	109 294		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	20 185 688	20 185 688		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	Fournisseurs FNP	8 140 988,92	5 928 825,18	2 212 163,74
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		8 140 988,92	5 928 825,18	2 212 163,74
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	Fournisseurs d'immobilisations FNP	992 937,14	1 066 622,29	-73 685,15
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		992 937,14	1 066 622,29	-73 685,15
AUTRES DETTES				
419800	Clients avoirs à établir (RRR)	98 250,02	169 306,29	-71 056,27
TOTAL AUTRES DETTES		98 250,02	169 306,29	-71 056,27
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Personnel - prov. congés à payer	1 403 637,05	1 659 502,27	-255 865,22
428310	Personnel - prov. prime fin d'année	2 329,60	298,39	2 031,21
428311	Personnel - prov. prime de vacances	108 617,72	121 725,21	-13 107,49
428313	Personnel - prov. prime intéresseme	922 762,63	996 880,11	-74 117,48
428314	Personnel - autres charges à payer	1 085 606,94	1 194 040,43	-108 433,49
448600	Etat charges à payer - autres	468 031,26	422 491,47	45 539,79
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 990 985,20	4 394 937,88	-403 952,68
TOTAL CHARGES A PAYER		13 223 161,28	11 559 691,64	1 663 469,64

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatées d'avance	78 216,33	97 086,50	-18 870,17
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		78 216,33	97 086,50	-18 870,17

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	Clients factures à établir	92 241,95	99 343,27	-7 101,32
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		92 241,95	99 343,27	-7 101,32
AUTRES CREANCES				
409800	Fournisseurs RRR. Avoirs à recevoir	52 801,74	4 981,73	47 820,01
428700	Personnel - Indemnités org. sociaux	64 078,88	881,95	63 196,93
448700	Etat produits à recevoir	53,00	53,00	
TOTAL AUTRES CREANCES		116 933,62	5 916,68	111 016,94
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		209 175,57	105 259,95	103 915,62

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	12 195 506			2

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		53 832 155	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		53 832 155	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			76 763
Variations des provisions réglementées			120 211
Autres variations			
Résultat de l'exercice			-5 651 969
	SOLDE	5 454 995	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			48 377 160

Ventilation du chiffre d'affaires en K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
Kaolins	1 485	15 620	17 105	18 109	-5,54 %
Feldspaths	6 069	9 654	15 723	17 135	-8,24 %
Argiles	6 062	8 433	14 495	16 540	-12,36 %
Quartz	4 718		4 718	16 420	-71,27 %
Autres	12 714	6 927	19 641	20 390	-3,67 %
TOTAL	31 048	40 634	71 682	88 594	-19,09 %

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
DONBASSKERAMICA (Ukraine)	914 600	100	4 352 1 177		2 810 -21
IMERYS MINERALS GmbH (Allemagne)	25 7 238	100	20 887 15 089		17 250 -2 512
IMERYS CERAMICS Portugal, SA (Portugal)	1 502 3 592	96,58	3 388 3 388		581 99
IMERYS CERAMICS EGYPT (Egypte)	4 317 3 244	93,26	5 001 5 001		2 960 244
IMAF (Italie)	2 000 3 819	40	800 120		6 760 8

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Caution et garanties liées à la rehabilitation de sites	5 003					5 003
TOTAL	5 003					5 003

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				1 995 318	1 995 318
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				423 366	423 366
Exercice en cours				396 322	396 322
TOTAL				819 688	819 688
VALEUR NETTE				1 175 630	1 175 630
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				419 352	419 352
Exercice en cours				396 334	396 334
TOTAL				815 686	815 686
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				399 567	399 567
A plus d'un an et moins de 5 ans				780 660	780 660
A plus de cinq ans					
TOTAL				1 180 227	1 180 227
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.					

Rubriques

Entreprises liées

Participations

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles
Participations
Créances rattachées à des participations
Prêts
Autres titres immobilisés
Autres immobilisations financières

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes
Créances clients et comptes rattachés
Autres créances
Capital souscrit appelé, non versé
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités

DETTES

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
Emprunts et dettes financières divers
Avances et acomptes reçus sur commandes
Dettes fournisseurs et comptes rattachés
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés
Autres dettes

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits de participations
Autres produits financiers
Charges financières

Les opérations effectuées avec des entreprises liées sont conclues à des conditions courantes et normales, ou ne sont pas significatives

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERES ET MEDAILLE DU TRAVAIL

Les engagements sont évalués et comptabilisés en application de la recommandation n°2013-02.

	IFC	Médaille du travail
Dette actuarielle fin de période	2427	1359
Couverture financière externe		
Pertes et gains actuarielle à amortir		
Provisions dans les comptes au 31.12.2020	2427	1359

ENGAGEMENT DE RETRAITES

Imerys Ceramics France constitue des réserves pour la retraite de son personnel en versant, sur une base obligatoire ou facultative, des cotisations à des organismes extérieurs tels que des caisses de retraites (MALAKOFF) ou des compagnies d'assurance. Ces régimes, sans garantie sur le niveau des rentes versées, constituent des régimes à cotisations définies. Le montant comptabilisé en charges au titre de ces régimes s'élève à 973 K€ pour 2020.

Imerys Ceramics France accorde également des garanties de retraite à ses salariés, dont elle assure elle-même la charge. Ces régimes par lesquels la société s'engage sur une base légale, réglementaire, conventionnelle ou contractuelle sur un niveau de prestations, constituent des régimes à prestations définies.

L'évaluation de ces engagements de retraite s'appuie sur une étude réalisée par un cabinet d'actuaire. Le coût des indemnités de départ, compléments de retraite et engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière (méthode d'évaluation rétrospective) intégrant des hypothèses d'évolution des salaires. Les provisions figurant au passif sont nettes des versements effectués aux bénéficiaires de ces engagements.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 0.70% pour IFC
- Taux d'augmentation de salaires 2.5% pour l'ensemble des salariés
- Table de mortalité TH/TF 00-02
- Mode de départ : Départ volontaire (à l'initiative du salarié)

Les écarts actuariels générés par les régimes à prestations définies sont reflétés dans les provisions de chaque régime en contrepartie du résultat de l'exercice, dès que le cumul non reconnu excède 10% de la valeur la plus élevée entre l'engagement et la juste valeur des actifs le cas échéant. La fraction des différences actuarielles qui dépasse le plus grand de ces seuils est amortie en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des bénéficiaires (méthode dite du corridor).

Le montant des pertes actuarielles non comptabilisées à la date de clôture s'élève à 341K€.

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers Engagements de retraite Avances et crédits alloués Rémunérations allouées				

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

NEANT

Remboursements opérés pendant l'exercice :

NEANT

Aucune rémunération versée au dirigeants

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	73	
TAM	62	
Employés	16	
Ouvriers	123	
TOTAL	274	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-7 897 782		-7 897 782
Résultat exceptionnel à court terme	1 717 731		1 717 731
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs		-528 082	528 082
RESULTAT COMPTABLE	-6 180 051	-528 082	-5 651 969

Le résultat fiscal déficitaire s'élève à 7460 K€, l'impôt du au 31 Décembre 2020 s'élève à 0€.
Le montant du déficits reportables s'élève à 0€.

La société Imerys Ceramics France fait partie de l'intégration fiscale du groupe. L'impôt sur les sociétés a été calculé et comptabilisé comme si la société était imposée séparément.

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	2 031 621
TOTAL ACCROISSEMENTS	2 031 621
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	524 150
TOTAL ALLEGEMENTS	524 150
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 507 471

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

IMERYS CERAMICS FRANCE

Société par actions simplifiée au capital de 24 391 012 €

Siège social : 43 Quai de Grenelle

75015 Paris

RCS Paris 490 096 591

PROCÈS-VERBAL DES DÉCISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIÉS DU 30 JUIN 2021

Le 30 juin 2021, à 9 heures, en application des dispositions de l'article 25.2 des statuts, les Associés de la société IMERYS CERAMICS FRANCE (la "**Société**") ont été invités par le Président, François Quentin, à prendre par voie de conférence téléphonique (*les détails de connexion ayant été communiqués dans la convocation adressée aux actionnaires et au commissaire aux comptes*) les décisions ci-après rapportées.

Madame Pascaline Collard a été chargée par le Président d'agir en tant que Secrétaire de séance et d'établir le présent procès-verbal des présentes décisions.

Le cabinet ERNST & YOUNG et Autres, Commissaire aux comptes titulaire, absent à la conférence téléphonique et excusé, a été avisé des présentes décisions.

A la demande du Président, les Associés se sont prononcés sur l'ordre du jour suivant :

- comptes, rapport de gestion du Président et rapport général du Commissaire aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2020 ; approbation des comptes et desdits rapports,
- rapport du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce ; approbation dudit rapport,
- approbation du montant des dépenses et charges non déductibles de l'exercice 2020,
- affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2020,
- renouvellement du mandat du Président,
- refonte et adoption des nouveaux statuts de la Société ;
- pouvoirs pour les formalités.

Le rapport de gestion sur l'exercice clos le 31 décembre 2020 établi par le Président de la Société, les comptes sociaux de cet exercice, les rapports du Commissaire aux comptes y afférents ainsi que le projet de nouveaux statuts de la Société ont été tenus à la disposition des Associés au siège de la Société et leur ont été adressés à première demande. Les décisions ci-après reportées ont été approuvées à l'unanimité des Associés ayant répondu à l'invitation du Président, à savoir la société Mircal représentée par Frédérique Berthier détenant plus de 99,99% du capital, ainsi que deux actionnaires personnes physiques, Olivier Noel et Pascaline Collard détenant chacun une action.

PREMIÈRE DÉCISION : APPROBATION DES COMPTES ET DE LA GESTION DE L'EXERCICE 2020

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020, approuvent à l'unanimité, tels qu'ils ont été présentés, les comptes de cet exercice ainsi que les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

DEUXIÈME DÉCISION : APPROBATION DU MONTANT DES DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président, approuvent à l'unanimité le montant global des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts qui s'est élevé pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 à 63.174 €.

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

TROISIÈME DÉCISION: CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Les Associés, après avoir entendu la lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce, approuvent à l'unanimité le contenu de ce rapport.

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

QUATRIÈME DÉCISION : AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président, constatant que le résultat de l'exercice 2020 est une perte qui s'élève à (5.651.969,43 €), décident à l'unanimité de l'affecter au compte « report à nouveau » qui passe ainsi de (2.440.256,70€) à (8.092.226,13 €).

Les Associés prennent acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices précédents ont été les suivants :

Exercices	2020	2019	2018
Dividende par action	-	-	0,23 € ⁽¹⁾
Nombre d'actions rémunérées	-	-	12 195 506

⁽¹⁾dividende éligible à l'abattement de 40% mentionné au 2° de l'article 158-3 du Code général des impôts

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

CINQUIÈME DÉCISION : RENOUVELLEMENT DU MANDAT DU PRÉSIDENT

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et constatant que le mandat du Président vient à échéance ce jour, décident à l'unanimité de renouveler M. François QUENTIN dans ces fonctions, pour la durée statutaire d'une année, soit jusqu'au jour des décisions des Associés appelés à statuer, en 2022, sur la gestion et les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

SIXIÈME DÉCISION : REFORTE ET ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS

Les Associés, après avoir pris connaissance du rapport du Président, approuvent à l'unanimité le projet de refonte des statuts de la Société afin d'y refléter les récentes évolutions législatives et réglementaires applicables aux sociétés par actions.

En conséquence, les Associés, après en avoir pris expressément connaissance, adoptent à l'unanimité, article par article puis dans son ensemble, le nouveau texte des statuts qui régira le fonctionnement de la Société à compter de ce jour et qui demeurera annexé au procès-verbal des présentes décisions pour en former partie intégrante.

Les Associés prennent acte en tant que de besoin que les dispositions des statuts en vigueur jusqu'à ce jour et relatives à la forme, la dénomination, le siège, l'objet, la durée, les apports et le capital de la Société sont demeurées inchangées et ont été intégrées à l'identique dans le texte des statuts nouvellement adoptés.

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

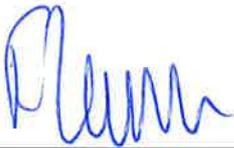
SEPTIÈME DÉCISION : POUVOIRS POUR FORMALITÉS

Les Associés délèguent à l'unanimité tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait des présentes en vue d'accomplir toutes formalités.

La décision est approuvée à l'unanimité des Associés présents ou représentés.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé par un Associé ainsi que le Président et le Secrétaire.

Copie certifiée conforme



Le Président



Imerys Ceramics France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Imerys Ceramics France

Exercice clos le 31 décembre 2020

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Aux Associés de la société Imerys Ceramics France,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Imerys Ceramics France relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 30 juin 2021

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

Sébastien Huet

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	499 918	450 813	49 104	24 432
Concessions, brevets et droits similaires	250 437	250 437		
Fonds commercial	1 460 202	701 265	758 937	758 937
Autres immobilisations incorporelles	2 408 776	1 557 778	850 997	863 619
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	11 462 052	5 926 342	5 535 710	4 561 390
Constructions	18 923 708	16 985 075	1 938 633	2 035 906
Installations techniques, matériel, outillage	55 075 485	45 467 041	9 608 444	6 361 465
Autres immobilisations corporelles	5 341 376	9 942 471	-4 601 096	417 040
Immobilisations en cours	8 819 488		8 819 488	8 536 403
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	34 443 189	9 653 535	24 789 654	25 934 119
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	1 551	1 524	27	27
Prêts				
Autres immobilisations financières	70 524		70 524	73 524
ACTIF IMMOBILISE	138 756 705	90 936 283	47 820 422	49 566 861
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	6 527 607	19 323	6 508 284	8 107 204
En-cours de production de biens	1 240 987	15 661	1 225 327	883 396
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	4 751 488	4 487	4 747 001	6 501 338
Marchandises	231 237		231 237	197 096
Avances et acomptes versés sur commandes	7 351		7 351	7 351
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	17 457 330	462 713	16 994 617	16 563 686
Autres créances	7 541 262		7 541 262	11 246 399
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)	59 715		59 715	39 715
Disponibilités	660 771		660 771	447 422
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	78 216		78 216	97 087
ACTIF CIRCULANT	38 555 966	502 184	38 053 782	44 090 694
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	6 722		6 722	1 493
TOTAL GENERAL	177 319 393	91 438 467	85 880 926	93 659 048

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 24 391 012)	24 391 012	24 391 012
Primes d'émission, de fusion, d'apport	19 397 205	19 397 205
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	2 439 101	2 439 101
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	8 133 685	8 133 685
Report à nouveau	-2 440 257	111 658
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-5 651 969	-2 551 915
Subventions d'investissement	76 763	
Provisions réglementées	2 031 621	1 911 410
CAPITAUX PROPRES	48 377 161	53 832 155
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	32 804	11 493
Provisions pour charges	17 143 743	20 042 506
PROVISIONS	17 176 547	20 053 999
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	141 531	163 511
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	12 771 433	11 571 771
Dettes fiscales et sociales	5 072 814	6 046 904
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 968 707	1 753 995
Autres dettes	372 734	226 179
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	20 327 218	19 762 360
Ecarts de conversion passif		10 534
TOTAL GENERAL	85 880 926	93 659 048

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises	3 058 957	1 172 926	4 231 883	4 066 317
Production vendue de biens	24 490 089	38 162 206	62 652 295	72 295 023
Production vendue de services	3 499 649	1 298 952	4 798 600	12 193 240
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	31 048 695	40 634 084	71 682 778	88 554 580
Production stockée			4 057 858	6 421 281
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				11 400
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 603 287	3 924 595
Autres produits			87 785	119 152
PRODUITS D'EXPLOITATION			77 431 709	99 031 008
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			2 053 471	2 206 168
Variation de stock (marchandises)			-24 004	29 261
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			4 532 932	4 889 803
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 591 953	1 285 602
Autres achats et charges externes			52 125 776	61 141 564
Impôts, taxes et versements assimilés			1 757 947	1 848 062
Salaires et traitements			13 651 595	15 103 840
Charges sociales			5 229 775	6 042 448
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			2 670 468	3 284 031
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			30 365	87 321
Dotations aux provisions			858 941	1 290 930
Autres charges			843 687	2 049 091
CHARGES D'EXPLOITATION			85 322 907	99 258 121
RESULTAT D'EXPLOITATION			-7 891 198	-227 112
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			5 668	63 194
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			1 493	66 827
Différences positives de change				4 852
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			7 161	134 873
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			6 722	436 493
Intérêts et charges assimilées			6 956	14 804
Différences négatives de change			66	6 320
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			13 745	457 616
RESULTAT FINANCIER			-6 584	-322 743
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-7 897 782	-549 856

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	1 031 260	130 380
Produits exceptionnels sur opérations en capital	425 919	658 921
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 409 807	2 774 400
PRODUITS EXCEPTIONNELS	4 866 986	3 563 701
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	85 343	178 245
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	262 925	237 977
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	2 800 987	6 196 695
CHARGES EXCEPTIONNELLES	3 149 255	6 612 916
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 717 731	-3 049 216
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-528 082	-1 047 157
TOTAL DES PRODUITS	82 305 856	102 729 582
TOTAL DES CHARGES	87 957 825	105 281 496
BENEFICE OU PERTE	-5 651 969	-2 551 915

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis conformément aux dispositions du règlement ANC 2016-07 relatif au plan comptable général, établi par l'autorité des normes comptables le 4 novembre 2016 et homologué par arrêté ministériel du 26 décembre (JO du 28 décembre 2016).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les fonds de commerce ont été évalués par le commissaire aux apports lors d'une expertise indépendante lors des fusions de Denain-Anzin Minéraux avec les sociétés SFM, SDFM, SMKDM, Etablissements Baux, le 1/1/1997 et des sociétés Ceratera et Denain Anzin Minéraux le 28/02/2007.

Les frais de développement comprennent des frais de sondage, de foration et de prospection et notamment les frais engagés par le Ceramic Centre.

Dans le cadre de ses activités ordinaires, ICF utilise des immobilisations corporelles dont l'amortissement représente la consommation. La Direction estime que pour la plupart de ces actifs, la meilleure estimation de cette consommation est traduite par le mode linéaire sur les durées d'utilité suivante :

Frais de développement : 5 ans

Concessions, brevets, licences et marques 2 ans

Logiciels : 3 ans.

Terrains servant à l'exploitation de carrières : 20 à 30 ans.

Constructions lourdes : 20 à 33 ans.

Agencements et aménagement des constructions : 5 à 10 ans.

Installations techniques, matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans.

Matériel de chantier : 5 à 7 ans.

Véhicules de transport : 5 ans.

Matériel de bureau : 3 à 10 ans.

Les immobilisations prises en Crédit-Bail sont mentionnées dans les tableaux de l'annexe, avec leurs engagements globaux, et les loyers restant à courir.

Les actifs de démantèlement sont amortis de la même manière que l'actif principal sous-jacent qui fera l'objet de ce démantèlement.

Application au 1er janvier 2015 du règlement n°2014-05 du 2 Octobre 2014 de l'Autorité des Normes Comptables relatif à la comptabilisation des terrains de carrières et des redevances de fortage

La nature comptable des terrains de carrière a été réexaminé au regard de l'analyse de la destination des éléments acquis par l'exploitant de carrières à la date d'acquisition du terrain.

Il ressort de cette analyse que les terrains de carrières se composent de deux éléments distincts :

- Les matériaux à extraire (gisement), qui répondent à la définition d'un stock de la catégorie « Matières Premières (et fournitures) »
- Le terrain de carrières résiduel (tréfonds), qui répond à la définition d'une immobilisation corporelle de la catégorie « Terrains de carrières (Tréfonds) »

Ainsi, les terrains de carrière initialement comptabilisés en immobilisations corporelles doivent être ventilés entre gisements et tréfonds.

La méthodologie appliquée pour identifier ces deux éléments est présentée dans le tableau suivant :

Type de terrain	Non minéralisé	Minéralisé				
	Industriel ou commercial	Exploitation en cours (dès découverte)	Exploitation finie (usage final industriel ou commercial)	Exploitation non commencée (réserve / ressources foncière)	Exploitation finie (usage final non industriel ou commercial)	Ne sera jamais exploité
Ventilation	Immobilisation corporelle	A ventiler entre tréfonds (immobilisations) et gisement (stock) sur base de la valeur brute			Immobilisation corporelle	
Qualification	Terrain	Tréfonds		Terrain		

Par ailleurs, les actifs de découverte qui étaient enregistrés en immobilisations corporelles sont analysés comme des coûts encourus pour mettre à découvert le gisement et accéder aux matériaux à extraire. Ils sont donc considérés comme un élément du coût de production des matériaux extraits à enregistrer en « En cours de production de biens ».

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Le mali technique lié à la fusion-absorption de ICF sur Pornon, ayant généré en 2007 un mali technique de 1 296 k€, a été affecté à hauteur des plus-values latentes en stocks dans un sous compte du poste de gisement à compter du 1er janvier 2016, en application du règlement numéro 2015-06 du 23 novembre 2015 de l'autorité des normes comptables (ANC).

La consommation du Mali technique est faite de la même manière que l'actif principal sous-jacent qui est basé sur l'extraction réelle chaque année. L'incidence sur l'exercice 2020 s'élève à 216K€

PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est durablement inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est alors constituée.

STOCKS

Les stocks de marchandises, matières premières et de consommables sont évalués selon la méthode du premier entré premier sorti.

Les stocks de produits finis et en cours de production sont évalués au coût de production. Ce dernier comprend les consommations et les charges directes ou indirectes de production ainsi que les amortissements des biens concourant à la production. Les charges financières sont toujours exclues de la valorisation des stocks.

Une provision pour dépréciation peut être constituée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les stocks liés à l'activité minière sont évalués à leur prix d'acquisition (Réserves) ou à leur coût de production (Découverte). Leurs consommations sont basées sur l'extraction réelle chaque année.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges comprennent outre les provisions entrant normalement dans ces catégories, la provision pour reconstitution des sites d'exploitation tant au titre des dégradations progressives que le cas échéant des dégradations immédiates, les provisions pour démantèlement et les provisions pour environnement. Les provisions pour démantèlement comprennent les coûts d'enlèvement de béton et le désamiantage des sites. Les démantèlements devront être réalisés au plus tard à la fin d'exploitation des sites.

Les provisions pour environnement sont composées principalement de coûts de dépollution des sols, de mise en conformité des bassins et digues et d'évacuation de l'amiante.

Les engagements de retraite figurent dans les provisions pour risques et charges ainsi que ceux liés aux médailles du travail.

OPÉRATIONS EN DEVISES

Les charges et produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur en euros à la date de l'opération. Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur à la date de clôture de l'exercice. La différence résultant de la revalorisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours, est portée en « Ecarts de conversion »

CHANGEMENT DE MÉTHODE D'ÉVALUATION

Aucun changement notable de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

CHANGEMENTS DE METHODE DE PRESENTATION

Aucun changement notable de méthode de présentation n'est intervenu au cours de l'exercice.

III - Evénements significatifs de l'exercice

- La dissolution anticipée et la transmission universelle de patrimoine de la SCEA Sainte-Colombe au profit de la Société a été réalisée au 3 janvier 2020.
- La dissolution anticipée et la transmission universelle de patrimoine de la SA des Kaolins de Nozay a également été réalisée au 3 janvier 2020.
- Un contrôle fiscal sur les années 2017 et 2018 a débuté en 2020.
- M. François QUENTIN a été nommé Président de la Société en remplacement de M. Thomas GERMAIN le 28 janvier 2020.

Restructuration

- Le solde de la provision pour restructuration suite à l'arrêt de l'activité de l'activité du site des Feldspaths du Morvan s'élève à 188 K€ au 31.12.2020 .Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice.
- Le solde de la provision pour restructuration suite à l'arrêt de l'activité de Imerys Technology Center à Limoges s'élève à 1274 K€ au 31.12.2020. Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice.
- Le solde de la provision pour restructuration lié à la réorganisation engagée au sein du Groupe s'élève à 2 452 K€. au 31.12.2020. Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice.
-
- Un nouveau plan de restructuration a été approuvé en 2020 et concerne le Quartz pour un montant de 396 K€. Les impacts ont bien été comptabilisés en charges sur l'exercice. Au 31 Décembre 2020 le solde la provision s'élève à 124K€

Contrôle fiscal

La société Imerys Ceramics France a fait l'objet d'un contrôle fiscal sur les exercices 2017 et 2018, au terme duquel l'administration a émis le 19 mai deux documents à l'intention de la société :

1. une proposition de rectification qui remet notamment en cause la déductibilité de la provision pour remise en état et pour démantèlement ainsi que l'absence de facturation de coûts partagés à certaines sociétés de la division Ceramics, pour un montant total d'environ 15 millions d'euros en base ; et
2. un courrier d'information préalable à la mise en recouvrement d'impositions locales supplémentaires mentionnant un rehaussement des bases imposables aux taxes foncières et à la CFE.

La société va présenter ses observations pour contester fermement les rectifications proposées avant le 26 juillet 2021 (délai initial de 30 jours prorogé).

Aucune provision n'a été comptabilisée à ce titre dans les comptes 31 décembre 2020.

Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Il est précisé que depuis le début de la pandémie de Covid-19, le Groupe Imerys auquel appartient la Société a pris toutes les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de ses collaborateurs, ainsi que celle de toutes ses parties prenantes, mais également pour limiter les effets négatifs de la pandémie sur son activité.

Le Groupe a mis en place une cellule de crise pour gérer l'urgence de la situation, ainsi qu'un processus strict de suivi sous la supervision du Comité Exécutif.

Les mesures de confinement ordonnées par les autorités gouvernementales, le recul de la demande et/ou certaines difficultés d'approvisionnement et de logistique ont entraîné des perturbations dans les activités commerciales et industrielles du Groupe en général et de la Société en particulier.

L'expansion de l'épidémie a eu pour conséquence un recul de la demande sur tous les marchés industriels, dont certains étaient déjà faibles en début d'année.

Cette crise sanitaire ne remet cependant pas en cause la continuité d'exploitation de la Société qui a déposé une demande de recours à l'activité partielle touchant l'ensemble du personnel.

Un suivi régulier de la situation économique et les modalités d'adaptation de l'organisation en cas d'évolution de l'activité de l'entreprise ont été mis en place

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	491 115		38 293
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 069 264		85 379
Terrains	10 344 150		1 261 868
Dont composants			
Constructions sur sol propre	14 101 966		349 690
Constructions sur sol d'autrui	631 744		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	4 556 277		48 672
Install. techniques, matériel et outillage ind.	54 738 507		1 645 408
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	4 409 673		48 315
Matériel de bureau, informatique, mobilier	963 233		29 042
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	8 536 403		283 085
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	98 281 953		3 666 080
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	35 801 270		405
Autres titres immobilisés	1 551		
Prêts et autres immobilisations financières	73 524		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	35 876 346		405
TOTAL GENERAL	138 718 677		3 790 156

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT		29 490	499 918	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES		35 228	4 119 414	
Terrains		143 965	11 462 052	
Constructions sur sol propre		621 647	13 830 009	
Constructions sur sol d'autrui			631 744	
Constructions, installations générales, agenc.		142 995	4 461 955	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 308 429	55 075 485	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport		29 270	4 428 718	
Matériel de bureau, informatique, mobilier		79 617	912 657	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			8 819 488	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		2 325 924	99 622 108	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		1 358 486	34 443 189	
Autres titres immobilisés			1 551	
Prêts et autres immobilisations financières		3 000	70 524	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		1 361 486	34 515 264	
TOTAL GENERAL		3 752 129	138 756 705	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	466 684	13 620	29 490	450 813
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 675 582	97 031	32 369	1 740 244
Terrains	5 150 972	246 107	21 820	5 375 259
Constructions sur sol propre	12 458 270	334 456	626 558	12 166 168
Constructions sur sol d'autrui	542 674	20 306		562 980
Constructions installations générales, agenc., aménag.	4 065 347	97 640	142 995	4 019 992
Installations techniques, matériel et outillage industriels	47 683 235	1 905 121	1 132 559	48 455 797
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	4 094 239	124 199	29 270	4 189 168
Matériel de bureau et informatique, mobilier	843 711	64 833	64 166	844 378
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	74 838 447	2 792 663	2 017 368	75 613 741
TOTAL GENERAL	76 980 712	2 903 314	2 079 228	77 804 798

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
FRAIS ETBL		3 208					3 208
AUT. INC.		5 241			6 990		-1 749
Terrains		72 882			12 959		59 924
Construct.							
- sol propre		42 772			15 759		27 013
- sol autrui		855			1 259		-404
- installations							
Install. Tech.	927	162 159		57 675	164 301		-58 890
Install. Gén.		142 763			50 710		92 053
Mat. Transp.		9 692			4 573		5 119
Mat bureau		4 705			10 767		-6 062
Embal récup.							
CORPOREL.	927	435 828		57 675	260 327		118 752
Acquis. titre							
TOTAL	927	444 277		57 675	267 317		120 211

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	1 911 410	445 204	324 992	2 031 621
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	1 911 410	445 204	324 992	2 031 621
Provisions pour litiges	10 000	16 082		26 082
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	1 493	6 722	1 493	6 722
Provisions pour pensions, obligations similaires	3 774 075	423 869	411 940	3 786 005
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	16 268 430	1 049 766	3 960 458	13 357 738
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	20 053 999	1 496 439	4 373 891	17 176 547
Dépréciations immobilisations incorporelles	771 126		1 890	769 236
Dépréciations immobilisations corporelles	1 531 303	1 443 671	267 785	2 707 189
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	9 867 151		213 616	9 653 535
Dépréciations autres immobilis. financières	1 524			1 524
Dépréciations stocks et en cours	66 548		27 078	39 471
Dépréciations comptes clients	434 499	29 944	1 730	462 713
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	12 672 153	1 473 616	512 099	13 633 669
TOTAL GENERAL	34 637 561	3 415 259	5 210 983	32 841 837
Dotations et reprises d'exploitation		889 306	1 589 975	
Dotations et reprises financières		6 722	1 493	
Dotations et reprises exceptionnelles		2 519 651	3 409 807	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Variation détaillée des stocks et des en-cours

Rubriques	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	231 237	197 096	34 141	
Approvisionnements				
Matières premières	6 527 607	8 134 319		1 606 712
Autres approvisionnements				
TOTAL I	6 758 844	8 331 415		1 572 571
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis	4 751 488	6 519 967		1 768 479
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II	4 751 488	6 519 967		1 768 479
Production en cours				
Produits	1 240 987	904 200	336 787	
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III	1 240 987	904 200	336 787	
PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE DE PRODUCTION) II + III				1 431 692

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	70 524		70 524
Clients douteux ou litigieux	509 987	509 987	
Autres créances clients	16 947 343	16 947 343	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	64 262	64 262	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	1 777	1 777	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	3 868 156	3 868 156	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	164 257	164 257	
Etat, autres collectivités : créances diverses	53	53	
Groupe et associés	3 389 956	3 389 956	
Débiteurs divers	52 802	52 802	
Charges constatées d'avance	78 216	78 216	
TOTAL GENERAL	25 147 333	25 076 809	70 524
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	12 771 433	12 771 433		
Personnel et comptes rattachés	3 529 704	3 529 704		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	562 869	562 869		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	1 777	1 777		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	978 465	978 465		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 968 707	1 968 707		
Groupe et associés	263 439	263 439		
Autres dettes	109 294	109 294		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	20 185 688	20 185 688		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	Fournisseurs FNP	8 140 988,92	5 928 825,18	2 212 163,74
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		8 140 988,92	5 928 825,18	2 212 163,74
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	Fournisseurs d'immobilisations FNP	992 937,14	1 066 622,29	-73 685,15
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		992 937,14	1 066 622,29	-73 685,15
AUTRES DETTES				
419800	Clients avoirs à établir (RRR)	98 250,02	169 306,29	-71 056,27
TOTAL AUTRES DETTES		98 250,02	169 306,29	-71 056,27
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	Personnel - prov. congés à payer	1 403 637,05	1 659 502,27	-255 865,22
428310	Personnel - prov. prime fin d'année	2 329,60	298,39	2 031,21
428311	Personnel - prov. prime de vacances	108 617,72	121 725,21	-13 107,49
428313	Personnel - prov. prime intéresseme	922 762,63	996 880,11	-74 117,48
428314	Personnel - autres charges à payer	1 085 606,94	1 194 040,43	-108 433,49
448600	Etat charges à payer - autres	468 031,26	422 491,47	45 539,79
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		3 990 985,20	4 394 937,88	-403 952,68
TOTAL CHARGES A PAYER		13 223 161,28	11 559 691,64	1 663 469,64

Charges et produits constatés d'avance

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	Charges constatées d'avance	78 216,33	97 086,50	-18 870,17
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		78 216,33	97 086,50	-18 870,17

Compte	Libellé	31/12/2020	31/12/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	Clients factures à établir	92 241,95	99 343,27	-7 101,32
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		92 241,95	99 343,27	-7 101,32
AUTRES CREANCES				
409800	Fournisseurs RRR. Avoirs à recevoir	52 801,74	4 981,73	47 820,01
428700	Personnel - Indemnités org. sociaux	64 078,88	881,95	63 196,93
448700	Etat produits à recevoir	53,00	53,00	
TOTAL AUTRES CREANCES		116 933,62	5 916,68	111 016,94
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		209 175,57	105 259,95	103 915,62

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	12 195 506			2

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		53 832 155	
Distributions sur résultats antérieurs			
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		53 832 155	
Variations en cours d'exercice		En moins	En plus
Variations du capital			
Variations des primes liées au capital			
Variations des réserves			
Variations des subventions d'investissement			76 763
Variations des provisions réglementées			120 211
Autres variations			
Résultat de l'exercice			-5 651 969
	SOLDE	5 454 995	
Situation à la clôture de l'exercice		Solde	
Capitaux propres avant répartition			48 377 160

Ventilation du chiffre d'affaires en K€

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019	%
Kaolins	1 485	15 620	17 105	18 109	-5,54 %
Feldspaths	6 069	9 654	15 723	17 135	-8,24 %
Argiles	6 062	8 433	14 495	16 540	-12,36 %
Quartz	4 718		4 718	16 420	-71,27 %
Autres	12 714	6 927	19 641	20 390	-3,67 %
TOTAL	31 048	40 634	71 682	88 594	-19,09 %

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
DONBASSKERAMICA (Ukraine)	914 600	100	4 352 1 177		2 810 -21
IMERYS MINERALS GmbH (Allemagne)	25 7 238	100	20 887 15 089		17 250 -2 512
IMERYS CERAMICS Portugal, SA (Portugal)	1 502 3 592	96,58	3 388 3 388		581 99
IMERYS CERAMICS EGYPT (Egypte)	4 317 3 244	93,26	5 001 5 001		2 960 244
IMAF (Italie)	2 000 3 819	40	800 120		6 760 8

Engagements financiers donnés et reçus

Engagements donnés						
Catégories d'engagements	Total	Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Caution et garanties liées à la rehabilitation de sites	5 003					5 003
TOTAL						5 003

Engagements reçus						
Catégories d'engagements	Total	Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Engagements réciproques						
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
TOTAL						

Rubriques	Terrains	Constructions	Matériel outillage	Autres immobilisations	Total
VALEUR D'ORIGINE				1 995 318	1 995 318
AMORTISSEMENTS					
Cumul exercices antérieurs				423 366	423 366
Exercice en cours				396 322	396 322
TOTAL				819 688	819 688
VALEUR NETTE				1 175 630	1 175 630
REDEVANCES PAYEES					
Cumul exercices antérieurs				419 352	419 352
Exercice en cours				396 334	396 334
TOTAL				815 686	815 686
REDEVANCES A PAYER					
A un an au plus				399 567	399 567
A plus d'un an et moins de 5 ans				780 660	780 660
A plus de cinq ans					
TOTAL				1 180 227	1 180 227
VALEUR RESIDUELLE					
Montant pris en charge ds exerc.					

Rubriques

Entreprises liées

Participations

ACTIF IMMOBILISE

Capital souscrit non appelé
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles
Participations
Créances rattachées à des participations
Prêts
Autres titres immobilisés
Autres immobilisations financières

ACTIF CIRCULANT

Avances et acomptes versés sur commandes
Créances clients et comptes rattachés
Autres créances
Capital souscrit appelé, non versé
Valeurs mobilières de placement
Disponibilités

DETTES

Emprunts obligataires convertibles
Autres emprunts obligataires
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit
Emprunts et dettes financières divers
Avances et acomptes reçus sur commandes
Dettes fournisseurs et comptes rattachés
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés
Autres dettes

CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS

Produits de participations
Autres produits financiers
Charges financières

Les opérations effectuées avec des entreprises liées sont conclues à des conditions courantes et normales, ou ne sont pas significatives

INDEMNITES DE FIN DE CARRIERES ET MEDAILLE DU TRAVAIL

Les engagements sont évalués et comptabilisés en application de la recommandation n°2013-02.

	IFC	Médaille du travail
Dette actuarielle fin de période	2427	1359
Couverture financière externe		
Pertes et gains actuarielle à amortir		
Provisions dans les comptes au 31.12.2020	2427	1359

ENGAGEMENT DE RETRAITES

Imerys Ceramics France constitue des réserves pour la retraite de son personnel en versant, sur une base obligatoire ou facultative, des cotisations à des organismes extérieurs tels que des caisses de retraites (MALAKOFF) ou des compagnies d'assurance. Ces régimes, sans garantie sur le niveau des rentes versées, constituent des régimes à cotisations définies. Le montant comptabilisé en charges au titre de ces régimes s'élève à 973 K€ pour 2020.

Imerys Ceramics France accorde également des garanties de retraite à ses salariés, dont elle assure elle-même la charge. Ces régimes par lesquels la société s'engage sur une base légale, réglementaire, conventionnelle ou contractuelle sur un niveau de prestations, constituent des régimes à prestations définies.

L'évaluation de ces engagements de retraite s'appuie sur une étude réalisée par un cabinet d'actuaire. Le coût des indemnités de départ, compléments de retraite et engagements assimilés est pris en charge au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés. Les droits sont déterminés à la clôture de chaque exercice en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite. Le calcul repose sur la méthode actuarielle des unités de crédit projetées avec salaire de fin de carrière (méthode d'évaluation rétrospective) intégrant des hypothèses d'évolution des salaires. Les provisions figurant au passif sont nettes des versements effectués aux bénéficiaires de ces engagements.

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation 0.70% pour IFC
- Taux d'augmentation de salaires 2.5% pour l'ensemble des salariés
- Table de mortalité TH/TF 00-02
- Mode de départ : Départ volontaire (à l'initiative du salarié)

Les écarts actuariels générés par les régimes à prestations définies sont reflétés dans les provisions de chaque régime en contrepartie du résultat de l'exercice, dès que le cumul non reconnu excède 10% de la valeur la plus élevée entre l'engagement et la juste valeur des actifs le cas échéant. La fraction des différences actuarielles qui dépasse le plus grand de ces seuils est amortie en résultat sur la durée de vie active moyenne résiduelle attendue des bénéficiaires (méthode dite du corridor).

Le montant des pertes actuarielles non comptabilisées à la date de clôture s'élève à 341K€.

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers Engagements de retraite Avances et crédits alloués Rémunérations allouées				

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

NEANT

Remboursements opérés pendant l'exercice :

NEANT

Aucune rémunération versée au dirigeants

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
Cadres	73	
TAM	62	
Employés	16	
Ouvriers	123	
TOTAL	274	

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-7 897 782		-7 897 782
Résultat exceptionnel à court terme	1 717 731		1 717 731
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs		-528 082	528 082
RESULTAT COMPTABLE	-6 180 051	-528 082	-5 651 969

Le résultat fiscal déficitaire s'élève à 7460 K€, l'impôt du au 31 Décembre 2020 s'élève à 0€.
Le montant du déficits reportables s'élève à 0€.

La société Imerys Ceramics France fait partie de l'intégration fiscale du groupe. L'impôt sur les sociétés a été calculé et comptabilisé comme si la société était imposée séparément.

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	
Subventions d'investissement	2 031 621
TOTAL ACCROISSEMENTS	2 031 621
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	524 150
TOTAL ALLEGEMENTS	524 150
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	1 507 471

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE